

Charte d'insertion

« Une chance pour les Cités »

I. Contexte

Depuis plusieurs années, l'Etat développe une politique volontariste pour favoriser l'accès à l'emploi des personnes des zones urbaines sensibles de Marseille (ZUS) fortement touchées par le chômage, notamment par la mise en place de dispositifs innovants tels que « clés pour l'emploi ».

Cependant, la situation de ce public demeure toujours préoccupante malgré le dynamisme économique de la ville.

En effet, les statistiques de janvier 2011 montrent que l'emploi à Marseille souffre d'un taux de chômage de 13,3%, largement supérieur dans les quartiers difficiles. Ce sont les jeunes de moins de 26 ans et les seniors qui sont les plus touchés.

Pourtant, Marseille a connu une augmentation des offres d'emplois (5,9% en 2010), issues d'une multitude de secteurs (logistique, transport, BTP, commerce, etc....).

À l'heure actuelle, ce constat confirme une problématique majeure : il existe une forte proportion de personnes sans qualification. Il y a donc un décalage entre une offre réelle, diversifiée, mais réclamant une expérience du monde de l'entreprise, et une réponse à la faible qualification, issue notamment d'une population jeune en retrait du monde de l'entreprise. Cette problématique freine le développement de la cité et se traduit concrètement par un amoindrissement du potentiel d'insertion professionnelle des personnes éloignées de l'emploi.

Face à ce contexte le CREPI souhaite mobiliser les entreprises qu'ils représentent en faveur de l'intérêt général, afin de donner une chance accrue aux personnes des cités menacées d'exclusion sociale.

Ces entreprises ont décidé de s'engager dans le but de servir cette cause citoyenne : l'insertion professionnelle des personnes éloignées de l'emploi.

II. Finalité et objectif de la charte d'insertion

L'objectif est de définir des modalités de partenariat entre les parties signataires et de favoriser l'accès à l'emploi des personnes des quartiers sensibles et couverts par un Contrat Urbain de Cohésion Sociale.

III. Les engagements du CREPI Méditerranée

- Impulsion et pilotage d'une démarche de mobilisation des acteurs de la cité

Le CREPI Méditerranée s'engage à mobiliser son réseau d'entreprises de manière à mettre en concordance l'offre et la demande de manière optimale. À cet effet, le CREPI Méditerranée s'engage à mobiliser ces acteurs économiques par des procédés d'information, sensibilisation et promotion.

- Conseil et appui technique

Le CREPI Méditerranée s'engage à conseiller et à apporter un appui technique à la demande des parties prenantes impliquées dans le cadre des processus d'insertion professionnelle.

- Coordination entre l'offre et la demande

Le CREPI Méditerranée s'engage à collaborer avec les structures d'insertion et les réseaux de parrainage (Généralités Solidarités) afin de faciliter, dans les meilleures conditions, les objectifs énoncés par les parties signataires.

Le CREPI s'appuiera sur les structures d'insertion professionnelle chargées d'accompagner les personnes rencontrant des difficultés d'accès à l'emploi. En ce sens, son rôle sera de proposer des solutions d'insertion (immersions professionnelles ou emplois).

IV. Les engagements des entreprises du CREPI Méditerranée

- Construire un dialogue d'échange sur les métiers

L'entreprise signataire s'engage à délivrer un certain nombre d'informations sur ses métiers. Cela se caractérise par la diffusion d'informations concernant ses fiches de postes, chacune comprenant l'intitulé du poste, les pré-requis et les exigences particulières recherchées.

- Proposer des visites d'entreprises et des stages

La découverte de l'entreprise et de ses métiers est un élément essentiel permettant de faciliter l'intégration du chercheur d'emploi dans le monde du travail. L'objectif est de développer une première expérience du monde de l'entreprise. A cet effet, l'entreprise signataire s'engage, en fonction de ses possibilités, à diffuser au CREPI Méditerranée toutes les offres de stages susceptibles de répondre à une demande réelle, en adéquation avec le niveau de qualification de la personne en difficulté d'insertion professionnelle.

- Proposer des offres d'emplois

En collaboration avec le CREPI Méditerranée, ladite entreprise s'engage à proposer tous types de contrats visant une à insertion professionnelle directe. Ces offres d'emploi sont décrites à l'annexe 1 de la présente charte.

L'objectif est d'utiliser une demande de recrutement spécifique à l'entreprise pour participer à une démarche d'intérêt général. À cet effet, l'entreprise fera part au CREPI Méditerranée de ses besoins et des profils de postes recherchés durant toute la période de collaboration. Elle informera également le CREPI Méditerranée sur les suites réservées aux candidats présentés.

- Faciliter la démarche d'insertion professionnelle au sein de l'entreprise : tutorat

L'entreprise s'engage dans le cadre de parcours de formation et d'insertion à développer toutes les modalités de l'alternance. A ce titre, l'entreprise s'engage à désigner un tuteur qui prendra en charge l'accompagnement professionnel de la personne en état d'insertion.

V. Les engagements de l'Etat :

L'État s'engage à mettre en place toutes les actions nécessaires pour faciliter le lien entre le CREPI, les entreprises proposant des emplois et les structures du Service Public de l'emploi.

VI. Communication

Les parties signataires s'engagent à s'informer mutuellement avant de communiquer à l'externe au sujet des actions de la présente convention.

Les parties signataires s'engagent aussi à informer à l'interne de leur propre structure du contenu de la présente convention.

VII. Mise en œuvre du présent accord

Les entreprises signataires, le CREPI Méditerranée et l'État s'engagent à informer leur réseau respectif du présent accord et à en assurer le déploiement opérationnel en :

- Assurant la diffusion de l'accord,
- Favorisant la détermination d'actions à mettre en œuvre,
- Désignant un représentant, garant légitime de l'objectif de ces actions.

À l'issue de la signature et de la mise en application du présent accord entre les parties prenantes susnommées, un bilan sera réalisé par le CREPI Méditerranée. Celui-ci sera le garant de l'avancée des démarches des parties signataires.

Un comité de pilotage regroupant les représentants signataires de cette charte sera constitué, présidé par le Préfet à l'Egalité des chances et le Président du CREPI Méditerranée, pour analyser les écarts entre objectifs et résultats et formulera des préconisations.

Des bilans intermédiaires seront réalisés semestriellement.

Le présent accord est conclu pour une période de trois ans

Fait à Marseille le vendredi 20 mai 2011

Le représentant de l'État,

M. Raphaël le MEHAUTE

Préfet à l'égalité des chances.

Le CREPI Méditerranée,

M. Luc BOUVET

Président

Et les entreprises,

ARCADE, M. Patrick AGATI

BNP PARIBAS CETELEM, M. Philippe ASSEDO

CARREFOUR BONNEVEINE, M. Carol FAORO

CBA CONSEIL, M. Claude BARRAL

CREDIT MUTUEL, M. Alain KIEFFER

EIFFAGE CONSTRUCTION PROVENCE, M. Luc BOUVET

EIFFAGE TRAVAUX PUBLICS, M. Christophe PARIS

IDEES INTERIM, Mme. Magali MARQUIER

ONET, Mme. BRUNET

VILLA MASSALIA, M. Jacques CHESNET

ristophe LAPISARDI

4/11 -


4/11 -

ERGOS, M. Olivier LIEUTAUD

anuel GUENSER

HORIZON BLEU, M. Patrick PANSARD

OXIDOM, M. Patrick PANSARD



RANDSTAD, Christophe VICHOT

WALL STREET INSTITUTE, M. Philippe ALCOT

E, M. Philippe ALLOT

HOME SERVICE A DEURSE